

Rythmes scolaires : «Ça va être encore plus compliqué à appliquer l'an prochain»

[Marie PIQUEMAL](#) 18 octobre 2013



Rentrée scolaire à Lyon, en septembre 2013. La ville a décidé d'attendre 2014 pour appliquer la réforme. (Jeff Pachoud. AFP) A CHACUN SON RYTHME (7)

«Libération» redonne la parole à quatre maires interrogés il y a tout pile un an. Les discours ont changé.

Elles pensaient avoir gagné du temps pour se préparer et mieux anticiper la rentrée prochaine. Loupé. La grande majorité des communes (83%), qui n'appliqueront la réforme scolaire des quatre jours et demi qu'en 2014, ne sont pas plus avancées. Pire, certaines angoissent encore plus que l'année dernière à la même époque. Le discours politique ambiant, et les récits relatés dans la presse des mauvaises expériences, n'arrangent rien au tableau. Rajoutez à ça l'approche des élections municipales, le décor est planté.

L'année dernière, [Libération donnait la parole à quatre maires, dans des communes de taille et profils variés](#). Tous soulevaient les difficultés pratico-pratiques et les zones de flou : la gestion des transports scolaires, de la cantine le mercredi, la difficulté de recruter des animateurs en milieu rural, les attentes des parents... Certains étaient très inquiets, d'autres moins, voyant la réforme plutôt d'un bon œil. Nous les avons interrogés à nouveau. Tous ont reporté l'application à la rentrée prochaine, avec une certaine appréhension.

«On a décalé, mais ce n'était pas une bonne idée»

Pierre-Yves Jardel (centriste), maire d'Orbais-l'Abbaye, dans la Marne.

«On a finalement choisi de reporter à 2014. Au début, tout le monde était partant : les enseignants, les parents... Bien entendu, cela n'aurait pas été facile, mais il y avait au moins l'enthousiasme. Pourtant, quand on a soumis le projet au vote des élus, ce n'est pas passé. Cela s'est joué à quelques voix. Une partie était effarée par la dépense que représentait la réforme. Ils ont préféré gagner un an.

«Je l'ai un peu regretté. A mon avis, appliquer les nouveaux rythmes en deux temps n'était pas une bonne idée. Il valait mieux que tout le monde se lance en même temps. Là, la réforme est abîmée. D'autant que l'on rentre en période électorale, cela va être beaucoup plus compliqué à faire passer. Dans ma commune, c'est très net : les parents et les enseignants sont beaucoup moins chauds que l'année dernière. L'enthousiasme est complètement retombé. Beaucoup se posent des questions, avec ce qu'on lit dans la presse.

«On va être face aux mêmes problèmes. En pire, je pense. Chez nous, la grosse difficulté c'est de trouver des animateurs. Il n'y en a pas. Nous sommes en milieu rural (4 000 habitants dans la communauté de communes, dont 599 à Orbais-l'Abbaye). Les animateurs de la ville la plus proche n'accepteront jamais de venir chez nous pour une heure par jour. On va donc devoir composer avec les bénévoles. On compte sur les retraités mais c'est pas évident. Certains qui s'étaient proposés l'année dernière hésitent maintenant.

«Financièrement, c'est n'est pas évident non plus. La réforme va nous coûter environ 200 euros par élève. On en a 438 scolarisés... Ça fait une somme. Les fonds débloqués par l'Etat (50 euros par enfant) ne représentent pas grand chose. On va devoir rogner sur nos dépenses obligatoires comme l'entretien des routes. Ce n'est pas bien, je sais, mais comment faire ? Les gens sont taxés de partout, je me vois mal augmenter les impôts locaux. Non, on ne peut pas faire ça.»

«Si on pouvait encore reporter, je n'hésiterais pas une seconde»

Denis Macé, maire sans étiquette de Valbonnais, un petit village de l'Isère.

«On a justement fait une réunion cette semaine à ce sujet avec l'autre village du canton qui a une école. Les enseignants étaient là avec les équipes municipales. Autour de la table, tout le monde était d'accord : on est tous à 100% contre cette réforme. Quand on nous a donné la possibilité l'année dernière de repousser à 2014, on n'a pas hésité une seconde. Un oui massif des 44 communes du territoire. On se disait tous que d'ici l'an prochain, ils changeraient d'avis parce que la réforme serait inapplicable. Loupé.

«Sans faire de politique, ce n'est vraiment pas dans nos compétences. L'éducation, c'est un domaine régalien de l'Etat. Nous, on ne sait pas faire. On aurait dû tous dire non, en bloc. On s'est laissé faire, maintenant, on y est. Comment va-t-on financer ? Bonne question, je ne sais pas. J'ai fait le calcul : l'option la moins chère, c'est de regrouper les trois heures d'activité sur deux jours. On ferait venir deux animateurs pour 80 enfants. Ensuite, on complète avec des employés municipaux. Ça nous reviendrait à 365 euros par enfant. Et encore, je ne compte que les salaires ! Il va bien falloir qu'on achète un minimum de matériel. Ça coûte horriblement cher. Un animateur, par chez nous, c'est 35 euros de l'heure. La ville la plus proche est à 15 kilomètres, si vous ne le défrayez pas pour l'essence, vous n'avez personne. C'est logique.

«Je vais envoyer un courrier aux parents pour leur dire qu'ils devront probablement participer financièrement. Les élections municipales ont lieu en mars, je ne vais pas prendre une décision qui engage l'équipe suivante. Ça ne se fait pas. C'est eux qui décideront.

«Surtout, ce qui m'inquiète, c'est la fatigue des enfants. Ils vont avoir des semaines encore plus chargées qu'avant. Nous sommes en milieu rural. Dans mon école, j'ai des enfants de cinq villages alentours. Certains prennent le bus à 7h40 le matin. Vous imaginez la journée ? Avant, ils avaient une pause le mercredi. Ils ne l'auront plus. Si on pouvait décaler encore l'application, je n'hésiterais pas une seconde.»

«Pour les familles, cette réforme n'est vraiment pas la priorité»

David Prout, chargé de l'école dans la ville de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

«L'année dernière, à cette époque, on travaillait activement à la mise en place de la réforme pour que tout soit prêt à la rentrée 2013. Nous, la municipalité, étions partants. Je pensais, et je continue d'ailleurs à penser, qu'il faut essayer d'étaler au mieux le temps scolaire et réduire la journée des élèves, même s'il est évident que ce n'est pas la principale réforme dont l'école a besoin... C'est d'ailleurs ce qui explique la vive opposition des parents et profs à cette réforme. Pour eux, ce n'est vraiment pas la priorité. Il y a beaucoup plus urgent. Assurer la présence d'un enseignant tous les jours devant les élèves. L'année dernière, on a comptabilisé jusqu'à cinquante classes sans maître, sur une seule semaine ! Voilà la réalité.

«Quand le gouvernement a laissé la possibilité de reporter la réforme à 2014, nous avons dit oui. On n'allait pas forcer la main aux principaux intéressés, quel intérêt ? On a continué à communiquer sur la réforme. On a présenté notre schéma horaire, très simple : les enfants terminent à 15h45 (au lieu de 16h30) sauf le mercredi où ils ont classe comme tous les autres matins de 8h30 à 11h30. Je me dis qu'on a visé juste. Dans les villes qui appliquent la réforme, l'un des points qui ressort, c'est le besoin de régularité pour les enfants. Ensuite, c'est le taux d'encadrement. On a prévu de maintenir la règle d'un animateur pour 14 pour avoir des activités de qualité. Chez nous, les centres de loisir (présents dans chaque groupe scolaire) prendront le relais à 15h45, et jusqu'à 19 heures comme c'est le cas aujourd'hui.

«L'accueil ne sera pas gratuit, on garde les tarifs classiques du centre de loisir, entre 36 centimes et 2 euros maximum la soirée, selon les revenus. Même si on réfléchit à une adaptation des prix pour la tranche 15h45-17heures. On essaie de penser à tout, d'anticiper un maximum. Mais c'est évident qu'il y aura des calages à faire sur le moment, ce n'est pas possible autrement.»

«Il est trop tôt pour les annonces, nous sommes en plein travail»

Yves Fournel, adjoint au maire PS de Lyon chargé de l'éducation et la place de l'enfant dans la ville

«Nous sommes en plein travail. Le ministre vient d'annoncer qu'il prolongeait d'un an le fond d'amorçage, ça nous fait refaire tous nos calculs ! Nous essayons d'être sérieux dans un débat qui ne l'est pas assez. Je suis en pleine réunion de travail, il est trop tôt pour avancer des chiffres. Je n'annonce jamais rien en l'air.

«La seule chose publique aujourd'hui, c'est le résultat de la consultation des conseils des écoles sur les horaires. Ils ont répondu massivement, et ce qui ressort est très net : 90% préfèrent travailler le mercredi matin que le samedi. Et 80% sont favorables à une journée raccourcie et régulière sur la semaine : la fin de la classe à 15h45 les lundi, mardi, jeudi et vendredi. [*L'année dernière, [la municipalité était plutôt partie pour allonger la pause méridienne de deux à trois heures, ndlr.](#)*]

«Comme l'a dit le maire quelques jours après la rentrée : nous n'avons pas consulté les conseils d'école pour ensuite ne pas respecter ce qui a été exprimé. C'est tout ce qu'on peut dire pour l'instant.»

[Marie PIQUEMAL](#)